

La Turquie d'Erdoğan avec ou sans l'Europe ?

Claire Visier (dir.)

2017

Presses universitaires de Rennes
www.pur-editions.fr

LA tentative de coup d'État militaire du 15 juillet 2016, suivie d'un « coup d'État civil » orchestré par le gouvernement afin d'écarter toute opposition potentielle, a largement fini d'enterrer toute perspective d'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne (au moins à moyen terme). En décembre 2015, l'accord entre l'UE et la Turquie sur le dossier des réfugiés syriens et la crise migratoire avaient mené à l'ouverture d'un 15^e des 35 chapitres de négociations. Certains s'étaient alors émus de la relance du processus d'adhésion à un moment où l'autoritarisme du président R.T. Erdoğan apparaissait chaque jour un peu plus important. Pour autant, l'ouverture de ce nouveau chapitre de négociation ne signifiait en aucun cas l'avancement de la Turquie dans le processus d'intégration européenne.

L'objectif de cet ouvrage, fruit d'une recherche collective, est de réfléchir aux effets du processus d'élargissement initié par l'UE vers la Turquie au-delà de la question de l'adhésion ou même de l'alignement normatif que celle-ci requière. Plus qu'un objectif à atteindre, nous considérerons le processus d'adhésion comme un cadre d'interaction entre la Turquie et l'UE. Nous avons souhaité analyser les changements qu'il contribue à induire dans l'action publique turque au-delà des exigences requises par l'UE. En nous détachant de la finalité présumée du processus, nous avons cherché à réarticuler les enjeux auxquels celui-ci donne lieu à une historicité propre à la Turquie. Quatre études de cas ont été menées sur les migrations, les politiques territoriales, les privatisations et les droits syndicaux.

Bien qu'il n'ait pas produit la démocratisation escomptée, le processus initié par l'élargissement de l'UE à la Turquie n'est pas resté sans effet. Il a d'une part joué un rôle dans l'approfondissement de l'intégration de la Turquie à l'économie mondiale et dans le développement de l'interdépendance entre la Turquie et l'UE. Il a d'autre part favorisé une extension du périmètre et du pouvoir d'action de l'État turc, sans que celle-ci ne soit accompagnée d'une transformation en profondeur des modalités de gouvernement. Ces effets mettent au jour les ambivalences turques, mais également européennes.